

Nous voulons le communisme partout

Ce texte existe pour une raison simple : nous pensons qu'il y a besoin d'un parti révolutionnaire en France, et nous pensons que cela peut être le PCF.

Pourquoi un parti révolutionnaire ? Chacune, chacun s'en rend compte : le système capitaliste est de plus en plus nuisible, de plus en plus incontrôlable. Il croît comme un cancer, et la crise économique dans les pays occidentaux le rend encore plus dangereux. Inquiète de perdre la main, la classe dominante frappe à coups redoublés, aveuglément, sauvagement. Au bout de la route il n'y a que la guerre, la faim, le génocide, la dictature, et une planète inhabitable. L'exploitation du travail et de la nature, la propriété privée des moyens de production, la dépossession démocratique, les inégalités entre les personnes et les nations nous mènent à la catastrophe. Il faut agir !

C'est l'heure de la révolution. Pas au sens d'un slogan ou d'un label publicitaire, mais d'une réalité concrète dans la vie des peuples. Les mouvements sociaux se succèdent. Se heurtant partout aux mêmes obstacles, ils comprennent que la contestation ne suffit plus. Il faut changer le monde, c'est-à-dire en finir avec le capitalisme. Pour cela, celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre doivent renverser la classe dominante et les institutions sur lesquelles elle s'appuie. La tâche est difficile et risquée : contrairement aux capitalistes, qui bénéficient de toutes les facilités que l'argent peut acheter, les classes populaires doivent trouver en elles-mêmes la force de vaincre.

Le rôle d'un parti communiste est de les aider à relever ce défi. Hélas, la direction actuelle du parti prend une position inverse. Elle mène une politique de plus en plus décousue, de plus en plus démobilisatrice, de plus en plus compatible avec le système. Nous proposons un autre chemin aux communistes, comme à celles et ceux qui pourraient le devenir. Populaire, dévoué, intransigeant sur le fond, unitaire dans le combat : voilà le parti dont nous avons besoin.

Ce texte est une première étape pour avancer dans cette voie. Il est tourné, avant toute chose, vers l'action et la discussion collectives. Le mouvement communiste est l'affaire de millions de gens. Ses débats doivent donc être précis et accessibles. Nous ne voulons plus de ces documents de dizaines de pages, inutilement embrouillés, qui épuisent les militant·es dans des discussions périphériques et, au final, ne circulent pas au-delà des cercles d'initié·es. Expliquer clairement la situation, décrire notre objectif politique, proposer une méthode et des mesures concrètes pour l'atteindre : voilà le rôle d'un texte de congrès. Voilà dans quel esprit nous avons écrit cette proposition de texte d'orientation.

1. À l'heure des révolutions

1a. Les peuples se réveillent

Depuis la crise de 2008, toutes les illusions propagées par le néolibéralisme s'effondrent. Pendant trente ans, les classes dirigeantes occidentales ont promis la lune : démocratie, abondance, égalité des droits... Aucune de ces promesses n'a été tenue. Pire, la financiarisation du capitalisme a préparé l'avènement de son stade impérialiste. Guerres et dictatures sont plus que jamais indispensables à la survie du système. Entre la crise climatique, l'effondrement de la biodiversité et la pollution des océans, c'est même l'écosystème des sociétés humaines qui est en danger.

Alors partout, les peuples entrent en scène pour demander des comptes. Du printemps arabe (2011) au mouvement Gen Z (2025), le 21ème siècle est d'ores et déjà une époque d'intenses luttes de classes. Si tous les continents sont ébranlés, les régions les plus jeunes et en transition rapide ouvrent la marche – à l'image de l'Inde, qui a connu en 2020/2021 la plus grande grève de l'histoire humaine, avec 250 millions de travailleurs en mouvement ! En Occident aussi, les luttes sociales et démocratiques sont en plein essor, de Metoo (2016) aux Gilets Jaunes (2018) en passant par Black Lives Matter (2020), les marches pour le climat et les mouvements pour les retraites (2019, 2023). Elles retrouvent à cette occasion une vigueur ouvrière et délibérative que les libéraux ont longtemps prétendue archaïque.

Comme souvent, la conscience retarde sur le réel. Il est intéressant de remarquer que, même à gauche, on n'ose guère parler de « prolétariat » ou de « lutte des classes ». On juge ces mots désuets, alors même que les luttes de classes du prolétariat sont au cœur de l'actualité ! Quant à nous, dans ce texte et dans la vie militante, nous faisons le choix de les employer, non par attachement folklorique, mais parce que nous n'en connaissons pas de meilleurs. Le prolétariat est la classe qui n'a que la vente de sa force de travail pour vivre. Il prend conscience de lui-même dans la lutte contre la bourgeoisie, détentrice des moyens de production et d'échange, classe dominante dans le système capitaliste. Le mot de « peuple » décrit quant à lui l'ensemble des classes dominées, prolétariat compris.

En tout état de cause, la faillite du « consensus de Washington » est désormais une évidence pour une large majorité de la population mondiale. Les plus jeunes générations sont en première ligne. Elles découvrent ce que leurs prédécesseurs ont parfois oublié : le capitalisme est un poison, les mouvements sociaux servent à le combattre, il est toujours possible de mettre un chef d'État en fuite. En parallèle, la diffusion des nouvelles technologies et la concentration urbaine facilitent la circulation des idées nouvelles. Jour après jour, le monde s'approche du point d'ébullition.

Au plan électoral, ce réveil des peuples s'est traduit par une résurgence de la gauche radicale. C'est le cas dans le "monde occidental" (Europe de l'Ouest et du Sud, USA...), que l'on prétendait définitivement acquis à l'ordre néo-libéral. Si en France la dynamique est devenue durable, dans d'autres pays ces courants ont connu le flux et le reflux. Les échecs et difficultés n'ont pas manqué. Il faut les analyser pour les dépasser. Quoi qu'il en soit, la période où la politique se résumait à un débat entre partis libéraux s'achève.

1b. L'empire contre-attaque

Face à ces nouvelles menaces envers leurs intérêts, les classes dominantes rivalisent d'imagination pour les défendre. Pour continuer à exploiter et accumuler, elles s'en remettent dans la plupart des pays à des forces autoritaires, souvent d'extrême droite. Trump, Modi, Orban, Netanyahu, Sayed, Al-Sissi... Appuyés par la police, l'armée, la religion ou des milices à leur botte, ces leaders s'emploient à briser toute contestation sociale, tout contre-pouvoir démocratique. L'ordre règne, les marchés financiers se gavent.

Dans notre pays, le virage autoritaire est une politique concertée entre les "centristes" et l'extrême droite. Macron fait écraser les Gilets Jaunes, nasser les manifestations, interdire les rassemblements de soutien au peuple palestinien ; Le Pen soutient, et appelle à aller plus loin. Entre les deux, toute une faune de politiciens de second rang, d'éditorialistes de plateau et d'intellectuels d'opérette aboie sur commande.

La stratégie d'endiguement des mouvements sociaux et démocratiques repose également sur la "préférence nationale". Vieille revendication lepéniste, cette mesure consiste à fournir des droits sociaux aux seuls nationaux, et à en exclure les travailleurs étrangers. Le Danemark applique depuis plusieurs années de telles mesures, fusionnant des préoccupations historiquement sociales-démocrates et nationalistes. Depuis la loi Immigration de 2024, les macronistes, LR et le RN, orientent la France dans la même voie.

Le second mandat de Donald Trump illustre parfaitement cette nouvelle politique des ultra-riches, dans un contexte d'affaiblissement des États-Unis d'Amérique. À l'époque où les USA régnaient sans partage sur le monde (1980-2010), ils pouvaient faire d'importants compromis sociaux et démocratiques pour leurs populations, et faire bénéficier leurs alliés de ces largesses. Aujourd'hui qu'un concurrent important s'est formé avec la Chine, ce n'est plus possible. Il faut subordonner la vie sociale à la lutte commerciale, ce qui implique de confier intégralement le pouvoir aux banques et aux multinationales, et d'écraser les aspirations progressistes. L'UE suit une trajectoire analogue. De là vient le virage réactionnaire en cours, de là vient l'essor du nationalisme et des forces d'extrême-droite. La dynamique même du capitalisme nous mène au fascisme !

1c. C'est l'heure de la révolution !

La bourgeoisie se radicalisant, les peuples prennent conscience que la contestation et la revendication de réformes ne suffisent plus. Dans les pays du Nord, les formes de lutte particulièrement limitées qui se sont imposées après les défaites des années 1980 révèlent toute leur impuissance. Même là où les luttes sont allées plus loin, comme en Grèce, en Algérie, au Bangladesh ou à Madagascar, elles ont connu d'amères déceptions. Quant au Kurdistan syrien (Rojava), la plus récente des révolutions démocratiques y est désormais menacée par le pouvoir islamiste de Damas.

Au fond, la leçon est partout la même : il est temps d'arracher le pouvoir à la classe qui l'exerce. La révolution est incontournable pour conjurer les catastrophes. Entreprises, administrations, quartiers : toute la société doit changer de base. Le grand nombre peut

délibérer et décider, pour de vrai. Mais pour cela il faut abolir les privilèges capitalistes, ce qui revient à prolonger et élargir le geste des représentants du Tiers-État à l'été 1789.

La bourgeoisie ne se laissera pas faire. Par la ruse ou par la force, par la loi ou la criminalité organisée, elle emploiera les moyens les plus atroces plutôt que de rendre le moindre centime : dictatures, extinction climatique, apocalypse nucléaire. L'enjeu est donc double : élever le niveau de conscience et la capacité d'action des classes dominées, empêcher les classes dominantes de nuire.

1d. Un parti révolutionnaire, pour quoi faire ?

Malheureusement, la dérive actuelle du PCF a laissé un vide. Au lieu d'être un point d'appui pour les luttes, pour les accompagner et leur éviter d'aller dans l'impasse, la direction du parti a parfois même servi de point d'appui à nos adversaires. Son comportement dans la période qui a suivi le 7 octobre 2023, par exemple, est fautif. Nous n'accepterons plus que notre drapeau rouge soit utilisé pour faire éclater la NUPES, justifier la répression ou dénoncer le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Par conséquent, les classes populaires n'ont pas de parti à elles, qui leur permette d'intervenir directement dans la vie politique. Elles finissent généralement par remettre les clés à d'autres, sans avoir de prise sur ce qui se décide. Le contexte de formation du Nouveau Front Populaire, où l'avenir de la gauche était suspendu à la réunion d'une poignée d'individus dans un local parisien, est emblématique de ce problème.

Il y a donc besoin d'un véritable parti révolutionnaire en France. Qu'est-ce qu'un parti révolutionnaire ? La formule peut être trompeuse. Dans un sens courant, elle désigne un parti qui se propose d'accomplir des réformes importantes (Macron lui-même utilisait le mot dans cette acception en 2017). Elle peut aussi désigner un parti utopiste, promouvant un monde idéal sans se préoccuper des moyens pour le réaliser. Au sens où nous l'entendons, un parti révolutionnaire est autre chose : c'est un parti qui se propose d'organiser la lutte politique des millions de gens, et tout particulièrement des travailleuses et des travailleurs, qui veulent en finir avec le capitalisme.

2. Que veulent les communistes ?

2a. Construire le bloc populaire

Le peuple peut administrer directement la France, c'est notre conviction profonde. Dans tous les domaines, il ferait infiniment mieux que le conglomérat d'oligarques qui a détruit le pays, son économie, ses services publics. L'enjeu, pour qu'il construise cette alternative au pouvoir de la bourgeoisie, est de maximiser sa capacité d'action.

À ce stade, sa fragmentation est le premier obstacle. Elle est d'abord économique : chacun dans sa société de sous-traitance, dans son bureau, dans l'habitacle de son Uber, on peine à prendre conscience qu'on forme un grand collectif. Elle est sociale : les

différences de pouvoir d'achat attisent l'égoïsme et l'individualisme. Elle est nationale, car nous sommes séparés les uns des autres par des frontières qui sont autant de camps de rétention et de cimetières à ciel ouvert. Elle est aussi marquée par les rapports de genre. La domination des hommes sur les femmes crée une fracture, une plaie béante en plein cœur des sociétés humaines. Pas de mouvement révolutionnaire sans révolution féministe !

Ces divisions sont l'objet d'une bataille idéologique acharnée. De ce point de vue, les campagnes masculinistes, xénophobes et racistes, sponsorisées par les ultra-riches et diffusées à longueur d'antenne, sont le principal défi. Les confinements et le déclin des rassemblements physiques, par ailleurs, ont entravé la formation d'une conscience populaire commune.

La fragmentation du pays se répercute jusque dans les luttes sociales. Pourtant, la lutte des agriculteurs devrait aller de pair avec celle pour le climat, la lutte des quartiers populaires devrait rejoindre celle des Gilets Jaunes. Cet appel à l'unité n'est pas un effet de manche, car toutes ont un ennemi commun : le capitalisme et ses représentants politiques. Dans cet objectif, le rôle des communistes est d'aider à coordonner, à rendre compatibles, les revendications et les préoccupations des différentes catégories du peuple. Cela signifie que chaque politique arbitraire, chaque discrimination, chaque manifestation de racisme, d'islamophobie ou d'antisémitisme, chaque manifestation de sexisme ou d'homophobie, dans la vie quotidienne et *a fortiori* au niveau institutionnel, doit être fermement combattue.

En cohérence, au plan électoral, nous voulons agir de même : susciter et participer de l'action commune pour la sortie du capitalisme. Nous voulons l'union, partout, avec les forces qui partagent cet objectif : les insoumis·es, les écologistes anticapitalistes, le NPA... Certaines de ces formations sont réformistes, c'est-à-dire qu'elles proposent de sortir du capitalisme par une succession de réformes. D'autres sont révolutionnaires, c'est-à-dire qu'elles proposent de sortir du capitalisme par le renversement de la classe dominante. Nous prôtons le dialogue constructif entre ces courants.

Nous faisons la différence avec les forces qui – comme le PS, Place Publique, les écologistes libéraux – défendent le maintien dans le capitalisme. De fait, ces forces ne contribueront pas à un programme de sortie du capitalisme, pour la simple et bonne raison qu'elles n'en veulent pas. Bien sûr, suivant les situations, des fronts antifascistes avec la gauche libérale peuvent s'avérer nécessaires. Des alliances de gestion dans certaines élections locales aussi, du moment qu'elles restent subordonnées aux principes généraux de notre action et qu'elles n'impliquent pas de nous solidariser avec la politique de ces courants, ou de rompre avec nos camarades de lutte.

2b. Soutenir et muscler les luttes

Contribuer à l'unité du peuple et de ses luttes, c'est d'abord y participer activement. Nous sommes déjà des milliers à y prendre part, mais nous pouvons faire plus encore. Notre parti jouit d'une longue expérience et contient des trésors de professionnalisme militant. Production de matériels, événementiel, logistique, finances, accueil-sécurité... Nous décidons de partager nos compétences en ouvrant grand les portes de nos espaces

d'apprentissage militant. À l'heure où la jeunesse s'engage massivement dans la contestation, ces points d'appui lui seront précieux.

Nous voulons aussi faciliter la création d'espaces de coordination et de délibération dans les luttes : désignation de correspondants, mises en relation, mise à disposition de locaux... C'est un enjeu capital. Le mouvement des retraites de 2023 a vu d'immenses manifestations, mais trop peu d'assemblées pour organiser l'action stratégique et tactique. C'est une des raisons de la défaite face au gouvernement, qui était pourtant très isolé.

Comme parti politique représenté au Parlement et dans des milliers de collectivités territoriales, nous avons aussi le devoir de protéger celles et ceux qui luttent. Nous refusons la comédie des appels à la "respectabilité" (c'est-à-dire à l'obéissance). Nous utiliserons tous les moyens et leviers dont nous disposons pour desserrer l'étau de la pression médiatique, de la répression policière et judiciaire. De manière générale, nous refuserons de tirer dans le dos de camarades de lutte.

Enfin, notre mission est de politiser les luttes, c'est-à-dire de relier chacune d'entre elles à la situation générale du capitalisme mondial. C'est essentiel pour surpasser les divisions et affronter l'ennemi commun. Une flambée des prix, une loi injuste, un meurtre raciste : pour chacun de ces événements, si les causes en sont comprises, la colère populaire peut se transformer en action résolue pour le changement révolutionnaire.

2c. Agir pour la conquête populaire du pouvoir

Construire un bloc social majoritaire, accompagner et solidifier ses luttes : ces objectifs sont incomplets s'ils ne débouchent pas sur la mission fondamentale d'un parti politique, la conquête du pouvoir. Pour nous, cette mission est loin de se limiter au changement d'occupants dans les bureaux ministériels. Quantité de forces de gauche se sont heurtées au même problème : être à la tête du gouvernement ne signifie pas être au pouvoir. Les leviers de décision doivent changer de mains dans toute la société !

Pour cela, le peuple doit construire des institutions faites par et pour lui, afin d'administrer la société et de chasser ses anciens maîtres. Les occasions de créer et solidifier ce genre d'institution, ne serait-ce que sous une forme embryonnaire, sont précieuses. Pendant une grève avec un comité de lutte, à l'issue d'une élection municipale avec des mécanismes de gestion directe par les usager-es... ou par la revivification d'anciens espaces de pouvoir populaire : la Sécurité sociale, avant son étatisation initiée dans les années 1960, fut une pièce centrale de cette démarche révolutionnaire.

Mais de telles démarches, s'inscrivant dans la longue lignée de la Commune de 1871 et des soviets de 1917, demandent une audace incroyable. Elles ne naissent pas de nulle part. Le parti communiste doit les susciter dès que l'occasion se présente. Concrètement, nous nous doterons d'un tableau de bord national des luttes, agrégeant les remontées de terrain sur les grèves et mouvements sociaux, les expérimentations citoyennes et associatives... Cela nous permettra d'agir en pleine connaissance des rapports de force réels dans le pays, sans nous limiter à l'enjeu électoral - certes décisif.

3. Retrouver un parti opérationnel

À quoi sert un parti, et *a fortiori* un parti communiste ? Pour nous, il est tout à la fois un représentant, portant la parole du peuple et l'organisant aussi largement que possible ; un interlocuteur, accompagnant les luttes, apprenant d'elles et transmettant leur mémoire ; et un lieu d'initiative révolutionnaire, prenant appui sur le marxisme pour transformer le monde.

3a. Des communistes partout !

Le dialogue politique et stratégique avec le peuple passe par des milliers de petits gestes quotidiens : écouter les conversations à la machine à café et y intervenir, suivre l'activité du club de foot du village ou du *comedy club* de la cité, échanger dans la boucle WhatsApp des parents d'élèves... Dans ce processus, on apprend à mieux comprendre son entourage, et en même temps on l'influence, on le "rougit". Avec les personnes les plus intéressées, ces liens souples peuvent prendre un caractère plus organisé, systématique. Alors, on forme un groupe militant, on se retrouve en réunion, on échange de manière plus approfondie, on agit ensemble. Ces noyaux militants de base sont inestimables. Ils sont tout à la fois les yeux, les oreilles, les cordes vocales et les mains du mouvement social.

Aussi, nous proposons d'initier une vaste campagne d'implantation suivant trois objectifs :

- **La diversité sociale** : agir à grande échelle implique d'être au contact de la diversité du peuple, d'y être immergé quotidiennement. Grands ensembles, villages, zones pavillonnaires, centre-villes : nous voulons des groupes communistes partout. L'implication syndicale et associative est à ce titre un point d'appui essentiel.
- **La jeunesse** : c'est une règle de fonctionnement des sociétés humaines, les idées nouvelles arrivent par la jeunesse, moins sujette à la persistance rétinienne des décennies passées. L'implantation de cellules dans les lieux de concentration de la jeunesse - lycées, universités, centres d'apprentissage, métiers saisonniers - en lien avec les jeunes et étudiant·es communistes est une priorité absolue.
- **La capacité d'action stratégique** : certains nœuds du tissu économique français, comme les entrepôts Amazon, ont une importance stratégique à l'échelle du capitalisme mondial. Ce sont des points faibles du système qu'il faut être capables de paralyser quand la lutte s'intensifie.

Cet effort passe par l'animation de lieux de sociabilité : bars militants, salles de concert, agoras associatives, clubs de sport. Dans ce type d'espace, les gens sont hors de leur routine, moins immergés dans les soucis du quotidien. Ils sont plus attentifs aux idées nouvelles, plus soucieux de partage. Bien sûr pour une section locale, l'effort peut sembler hors de portée. Les structures nationales et départementales seront un point d'appui financier et militant, d'abord dans quelques territoires-pilotes, puis à grande échelle. C'est aussi l'occasion de nouer un lien plus étroit avec les milieux festifs. Ces derniers sont un vecteur majeur de diffusion de nos idées. On le constate tous les jours, dans l'organisation de la Fête de l'Humanité ou des fêtes départementales. Nous côtoyons déjà

ces réseaux festivaliers : pérennisons-les, structurons-les, élargissons-les.

Mesurons bien que ces efforts d'organisation prennent place dans un contexte de dérive autoritaire de notre pays, qui peut aller jusqu'à la prise de pouvoir de l'extrême-droite. On ne peut s'exonérer de la question : comment agir dans un contexte d'interdiction, ou de surveillance généralisée ? Certaines pratiques militantes devront évoluer pour y faire face. C'est particulièrement vrai au plan des outils numériques, avec des problèmes comme la confidentialité des messageries ou la suspension de comptes sur les réseaux sociaux. Nous proposons de constituer une direction technique chargée d'appuyer les camarades et les forces du mouvement social pour mettre en place des pratiques sécurisées.

Par-dessus tout, dans les questions d'organisation la créativité et l'innovation doivent être les maîtres mots. La vie sociale évolue toujours plus vite que les organisations !

3b. L'apprentissage militant

L'activité militante mobilise de nombreuses compétences de haut niveau, dont on ne doit plus laisser l'acquisition à la transmission familiale ou au bricolage local. Trois grands domaines sont concernés :

- **La pratique du marxisme** : c'est-à-dire, la capacité à se repérer dans l'actualité en prenant appui sur les repères théoriques du marxisme (théorie des classes, théorie de la valeur, théorie de l'État, matérialisme philosophique...).
- **Le travail d'organisation** : prendre la parole dans un meeting, animer un site web ou une page Facebook, organiser un porte-à-porte... Tout cela s'apprend, et les responsables de base ne doivent pas être laissés seuls face à de tels défis !
- **La culture générale** : fonctionnement institutionnel de l'État et des collectivités, progrès de la science, bougés sociologiques dans tel ou tel territoire... Que l'on soit élu, colleur d'affiches ou diffuseur de l'Huma, c'est en comprenant mieux le monde qu'on apprend à le transformer !

L'acquisition de ces compétences passe notamment par des écoles militantes, mais d'autres formats sont nécessaires. Ils n'ont pas à être strictement internes. Le marxisme, les compétences d'organisation, la culture générale sont utiles à tous ceux qui luttent, encartés ou non. Nous proposons que le parti ouvre une chaîne YouTube consacrée à ces thèmes et l'alimente hebdomadairement. Nous proposons aussi que cet effort soit accompagné d'un regain de notre activité éditoriale : publions des brochures pédagogiques, diffusons-les, sur les marchés, dans les manifestations, les festivals !

Apprendre, c'est aussi consacrer du temps et des ressources au travail théorique.

Sur fond de la faillite du néo-libéralisme, le marxisme et les pensées critiques connaissent un nouvel essor éditorial, universitaire et militant. Il faut prendre toute notre place dans ces travaux. Nous proposons d'organiser chaque année une Semaine de la Pensée Marxiste,

avec Espaces Marx et la Fondation Gabriel Péri, avec les revues du parti qui le souhaitent, avec les partenaires intéressés. Une semaine par an, nous accueillerons, au siège du CN et dans les départements, des débats théoriques ouverts et filmés associant spécialistes et militants. En termes de contenu, il faut voir large : dynamique du capitalisme, visée communiste, nouveaux (dés)équilibres internationaux, progrès scientifiques, nouvelles idées philosophiques, etc. Le travail d'analyse critique des expériences révolutionnaires passées est également important et doit être prolongé, discuté et valorisé : plus jamais, une révolution ne doit finir dans la boue sanglante du stalinisme.

3c. Une démocratie militante active

Pour entraîner des millions de gens dans l'action, le parti doit être un lieu de discussion contradictoire et de prise d'initiatives. Dès lors, la tenue d'un congrès tous les trois ans est hautement insuffisante pour coller au rythme dont nous avons besoin... Surtout si, comme depuis 2018, la direction s'exonère des décisions de congrès en cours de mandat (cf. sortie de l'OTAN, lutte contre l'islamophobie...). Il faut débattre beaucoup, voter beaucoup et rendre le pouvoir aux militant·es.

Nous proposons de créer un mécanisme de Référendum d'Initiative Militante dans le parti. Concrètement, cela signifie que, si un camarade ou un groupe de camarades défendent une action ou un positionnement qui n'est pas repris par la direction, ils peuvent le soumettre directement à la base militante. Pour cela, la seule chose qu'ils doivent faire est de réunir un certain nombre de signataires parmi les adhérent·es. Nous proposons de fixer ce nombre à 1% du nombre total de cotisant·es (ce qui signifie aujourd'hui quelques centaines de camarades). En parallèle des AG locales, le débat national pourra faire entendre les arguments des uns et des autres. L'ensemble du processus peut tenir en moins de six semaines, et se dérouler en parallèle de l'activité ordinaire du parti.

Nous proposons d'organiser une série de ces référendums à l'issue du congrès, pour faire avancer une série de questions qui traînent depuis trop longtemps : lutte contre l'islamophobie, positionnement face à l'Union Européenne, salaire à vie, etc.

Évidemment, il n'est pas toujours possible de consacrer plusieurs semaines à instruire une question. Parfois, il faut décider en une semaine, en une journée, en quelques heures. Dans ce cas, le vote doit venir après coup, pour valider ou invalider l'initiative prise par les directions. Ce simple mécanisme aurait permis de corriger immédiatement la plupart des improvisations catastrophiques de Fabien Roussel : manifestation à l'appel d'Alliance, « gauche des allocations », refus de signer les appels de solidarité avec le peuple palestinien, etc.

3d. La construction d'une organisation internationale

La coordination internationale des partis révolutionnaires est un enjeu majeur. Les capitalistes eux-mêmes agissent et raisonnent à l'échelle continentale et mondiale ; pour les vaincre, il faut opérer à la même échelle. C'est vrai des luttes sociales ; on sait par exemple

que les chaînes de valeur de Décathlon s'étendent de la France jusqu'au Bangladesh, et qu'elles ne sont qu'une partie de l'ensemble, plus vaste, de l'Association Familiale Mulliez. C'est aussi vrai des luttes politiques, avec la grande diversité des institutions internationales de coordination de la classe dominante, dans des domaines aussi divers que le commerce (UE, OMC), la monnaie (BCE, FMI) ou l'activité militaire (OTAN).

Nous voulons contribuer à une organisation internationale permettant aux peuples du monde de mener campagne ensemble, d'apporter l'appui matériel et moral des forces nationales les plus développées à celles qui rencontrent davantage de difficultés. Prenons les capitalistes en étau dans les luttes ! Nous sommes déjà partie prenante de structures internationales qui, comme le PGE, permettent d'échanger avec des partis alliés. Il est temps d'aller plus loin.

Les communistes français sont en contact avec de nombreux groupes, partout dans le monde, qui luttent contre le capitalisme et partagent notre démarche collectiviste et anti-impérialiste. D'autres, encore plus nombreux, existent sans que nous les connaissions. Proposons-leur à tous d'initier la constitution d'une nouvelle Internationale, sans exclusive, sans choisir entre tel et tel parti dans tel ou tel pays, mais sur la base de positionnements politiques précis et publics. Certains seront enthousiastes, d'autres pas du tout. Convaincre ces derniers viendra dans un second temps.

Nous proposons de commencer par les trois fonctions qui, selon nous, rendent l'action commune possible :

- Un bulletin de liaison relayant l'activité des forces nationales aux autres membres.
- Une trésorerie, mutualisant des moyens pour appuyer les forces qui en manquent.
- Un porte-parolat, publiant les réactions politiques à l'actualité pour qu'elles soient répercutées à l'échelle nationale.

Un rendez-vous annuel réunirait les délégués de l'ensemble des partis membres.

4. Mesures immédiates

Même si les délais sont courts, la réorientation du parti doit se voir dès le lendemain du congrès. De fait, l'année qui vient, entre crépuscule de la macronie et élection présidentielle, sera porteuse de nombreux combats. Agissons pour y prendre toute notre place !

4a. Campagne pour une Sécurité Sociale intégrale

Nous proposons d'aborder cette nouvelle période avec une grande campagne militante ouvertement anticapitaliste. N'ayons pas honte de nos idées, défendons-les au grand jour ! Dans la société capitaliste, pour avoir le droit de manger, se loger, se déplacer ou se vêtir, il faut d'abord obtenir de l'argent, ce qui implique de travailler pour quelqu'un d'autre. Traduction : les patrons décident si vous avez le droit de vivre, ou si vous mourrez de faim, de froid... Et effectivement, la pauvreté tue : les personnes les plus modestes ont 10 ans d'espérance de vie en moins par rapport aux plus aisés. Ce système est à vomir !

Longtemps, l'arbitraire patronal a aussi gouverné les soins de santé, les revenus de la vieillesse, et d'autres prestations sociales. On avait ce que l'employeur nous laissait, et rien de plus. À la Libération, la CGT et le parti communiste, avec la mobilisation populaire, ont mis fin à cet état de choses révoltant en inventant la Sécurité Sociale. Aujourd'hui, il est temps d'aller plus loin, de généraliser la Sécu. Nous revendiquons une mise en sécurité sociale intégrale. Un logement pour tous, l'accès à l'électricité, une assiette bien remplie, des habits sur le dos, l'accès à la culture : voilà où doit aller l'argent, voilà où doivent aller les ressources !

Au-delà du système de cotisations sociales, nous défendrons le développement de véritables services publics dans chacun de ces domaines : expropriation des bâtiments vides et des marchands de sommeil pour agrandir massivement le parc du logement social, aide à l'installation massive des paysans et partage des terres, fin de l'ouverture à la concurrence du rail et de l'énergie, relance d'une filière textile publique...

Dans le même registre, une poignée de milliardaires contrôle l'essentiel des médias, des maisons d'édition et des industries culturelles : ils décident de ce que les gens voient, lisent, entendent. Ces empires doivent être démantelés au profit de médias d'information sous contrôle public et citoyen, débarrassés de la pression des annonceurs et des actionnaires. Nous voulons aussi que la création artistique soit émancipée des logiques marchandes : financement public de la culture, soutien aux lieux autogérés, aux pratiques amateurs, à la diffusion populaire.

Et avant tout cela : réaffirmation de la Sécu partout où les contre-réformes l'ont faite reculer, en premier lieu la santé et les retraites ! Les bourgeois nous diront : "Mais ? Est-ce que vous voulez vous débarrasser de nous pour organiser la vie sociale ?" Oui. C'est ce que nous voulons. Et nous le dirons partout, y compris sur les plateaux de télévision.

4b. La mobilisation et l'élargissement du parti

Cette campagne pour une Sécurité sociale intégrale prendra la forme de meetings dans les territoires, de pastilles vidéo, de tournées d'affichage, de porte-à-porte. **Nous proposons que deux outils de proximité soient placés au centre de la mobilisation :**

- **Un appel à se mobiliser, public, ouvert à signature, du type de ceux que nous publions lors des élections municipales ;** ainsi, les habitant-es, les personnalités, les différents réseaux pourront s'associer à la bataille facilement, et faire un bout de chemin avec nous.
- **Un questionnaire conçu pour interroger les gens sur leurs conditions de vie, en quelques points simples, sur les marchés ou au porte-à-porte.** Ce support militant permettra d'avoir avec les populations la discussion qui compte le plus : celle qui porte sur leurs réalités. Du fait de la routine militante, ce genre d'échange passe trop souvent à la trappe.

Ce moment de mise en mouvement nous permettra de rouvrir le parti, de renouer avec

des discussions que les dérives et les campagnes solitaires des dernières années ont parfois interrompu. Il pourra donner l'occasion, avec celles et ceux qui le souhaitent, de constituer de nouvelles structures de proximité.

Nous associerons l'ensemble des communistes, largement, dans leur diversité, à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette dynamique. En particulier, **nous réunirons successivement au siège du Conseil national :**

- Une assemblée des syndicalistes communistes
- Une assemblée des élu·es communistes et citoyen·nes
- Une assemblée des militant·es associatif·ves.
- Une assemblée des jeunes et étudiant·es communistes, mélangeant (s'ils le souhaitent) les adhérent·es de la JC et de l'UEC avec les jeunes adhérents du parti.

C'est ainsi dans l'action et pour l'action que nous rétablirons le dialogue et la construction commune partout dans le parti. L'ensemble de ce processus de redéploiement devra s'appuyer sur des directions réorganisées, tournées vers le travail politique et la diffusion des idées communistes. Le Conseil National du parti, en particulier, devra jouer un rôle nouveau. Nous proposons qu'il soit ramené à 40 membres (contre 182 aujourd'hui), chacun étant porteur d'un mandat précis et d'une responsabilité opérationnelle.

4c. Une nouvelle alliance politique

En parallèle du redéploiement militant, il nous faut **aborder les élections présidentielle et législatives de 2027 avec un objectif d'influence maximale pour le camp de la transformation sociale.** L'enjeu : vaincre l'extrême-droite, vaincre le "centre" libéral.

L'agitation vaine pour trouver un contre-feu à une candidature LFI en 2027 fait perdre du temps ; il est probable que la primaire dans laquelle la direction socialiste et les écologistes se sont engagés n'aboutisse pas à grand-chose. Pour nous, le nom du candidat n'est pas un blocage au rassemblement, que ce soit Jean-Luc Mélenchon ou un autre. Nous pensons que les communistes doivent dialoguer avec les insoumis·es et, dès que possible, initier ensemble une campagne suffisamment dynamique pour agréger toutes celles et tous ceux qui, dans notre pays, ont le cœur à gauche — et plus généralement, toutes celles et tous ceux qui sont en colère, qui veulent que le monde change.

Nous proposons un partenariat en vue d'une séquence électorale, inspiré de ce que fut le Front de Gauche, mais élargi à l'ensemble des forces sociales et citoyennes qui le souhaitent. L'autonomie des composantes doit être le maître mot : nous mènerions notre propre politique, commune quand nous sommes d'accord avec nos partenaires, distincte quand nous ne sommes pas d'accord. Typiquement, nous avons à faire entendre une voix unique sur les thèmes de la socialisation de l'activité économique, du pouvoir sur l'outil de production, de la démocratie à l'entreprise.

Plus généralement, nous ne sous-estimons pas les désaccords et les différences avec LFI : propriété des moyens de production, conceptions d'organisation, rapport aux territoires... La discussion de ces différences, y compris en public, n'empêche pas

qu'une alliance avec elle serait utile pour lutter contre le libéralisme et l'extrême droite. Les affects et les rancœurs installés par une décennie de divisions sont compréhensibles, mais il est temps d'aller au-delà. Cette démarche suppose de montrer de la solidarité lorsque la propagande bourgeoise cible nos partenaires, ce qui est arrivé souvent et arrivera de nouveau.

Dans le même temps, la formation d'assemblées citoyennes (c'est-à-dire d'espaces réguliers de coordination et de décision populaire) dans les territoires donnerait à cette démarche le caractère populaire, l'ancrage et le pluralisme qu'elle requiert.

Sur cette base, nous pourrions échanger avec les autres composantes de la gauche, une fois qu'elles seront arrivées au bout de leurs tentatives, pour élargir l'alliance. Nous aurons ainsi des arguments positifs et des éléments de rapport de forces à faire valoir, et non simplement des craintes ou des formules moralistes. C'est ainsi que se construisent toujours les coalitions solides, dans les territoires comme au plan national : autour d'un axe.

5. Le programme révolutionnaire

La lutte n'est jamais linéaire. Les moments de mobilisation et de victoire, où les classes populaires sont à l'initiative, alternent avec des moments de découragement et de reflux, où la bourgeoisie reprend la main. Dans l'incertitude, le programme révolutionnaire sert de cap, et décrit les mesures autour desquelles on organise l'action.

5a. À quoi sert un programme ?

Conçues pour sortir de la crise ici et maintenant, ces mesures sont en même temps des voies d'accès à l'horizon d'émancipation humaine que nous appelons communisme. **Pour nous, la visée communiste repose sur plusieurs grands principes :**

- Le **grand partage** pour reprendre les richesses monopolisées par les capitalistes.
- La **démocratie intégrale** pour tourner la page de la Ve République, mais aussi du despotisme patronal, à l'intérieur même des entreprises : ceux qui savent, ce sont ceux qui font !
- L'**égalité radicale** contre tous les systèmes de domination.
- La **planification écologique** au service du climat et des besoins populaires.
- La **solidarité internationale** au service de la paix et des droits des peuples.

Les politiques mises en œuvre pour y parvenir ne peuvent pas être des rêveries abstraites, ni des calculs froids et technocratiques. Elles doivent être aussi concrètes que la vie elle-même. L'enjeu est à la fois d'élever le niveau d'engagement et de combativité des populations, d'approfondir le sentiment de solidarité qui les unit (et le sentiment d'hostilité qui les oppose aux capitalistes), et de fragiliser les mécanismes de la domination bourgeoise. C'est le rôle d'un programme révolutionnaire, qui est donc bien davantage qu'un simple programme de gouvernement et doit se déployer partout : dans la rue, dans les lieux alternatifs, au Parlement, et finalement — quand on arrive jusque-là — à la tête de l'État.

Un tel programme, pour qu'il fonctionne, doit être élaboré dans l'échange avec des millions de gens, amendé, corrigé, remis à jour pour être toujours plus percutant et tranchant. Il n'appartient pas aux partis, mais à la classe travailleuse toute entière. Les premiers axes que nous proposons ici ne sont pas conçus pour être gravés dans le marbre, mais pour permettre aux communistes d'engager cet échange avec les idées claires.

5b. Le programme face à l'urgence

L'urgence, dans les moments de crise générale, est toujours de garantir le respect de la volonté populaire avant que les puissances d'argent ne donnent le premier coup.

N'oublions pas Tsipras, mis à genoux par la Troïka, ni Allende, qui a affronté pire encore. Les capitalistes sont des chiens enragés lorsqu'on touche à leurs privilèges. Ôtons-leur les moyens d'agir, élargissons ceux des classes populaires ! Nous mettons cinq séries de mesures en discussion :

Mesure 1 : Saisir les principales banques du pays. Le crédit et l'investissement passent sous contrôle démocratique.

Mesure 2 : Rétablir l'état de droit. Le gouvernement diligente une enquête contre tous les riches suspects d'évasion fiscale, et contre tous les patrons suspects d'avoir volontairement détruit des entreprises ou l'environnement au nom de la rentabilité actionnariale.

Mesure 3 : Réparation de la Sécurité sociale. Retour au contrôle ouvrier des caisses de sécurité sociale, frais de santé remboursés à 100%, retraite à 60 ans alignée sur les meilleures années de salaire (avec rattrapage automatique des inégalités salariales pour les femmes), rétablissement des droits au chômage sans perte de revenus.

Mesure 4 : la démocratie à l'ordre du jour. Là est l'aliment fondamental du communisme, son but et son moyen : dans le pouvoir du peuple. Dans l'immédiat, Référendum d'Initiative Citoyenne, autonomie fiscale complète des communes, révocabilité des exécutifs mais aussi des hauts responsables administratifs, directions d'entreprise élues par les salarié·es et les citoyen·nes. En parallèle, convocation d'une assemblée constituante.

Mesure 5 : Renégociation immédiate des traités inégaux, en particulier avec les pays d'Afrique de l'Ouest, et rupture des coopérations militaires avec les gouvernements engagés dans des opérations de conquête impérialiste (USA, Israël, etc.).

5c. Le programme dans l'affrontement de classe

Ces cinq mesures peuvent être engagées en quelques semaines. Dans cet intervalle, les choses auront beaucoup avancé, mais l'essentiel restera à faire. Le marché n'aura pas encore été supprimé, pas plus que la propriété privée des moyens de production. Les institutions de la cinquième République seront encore debout. Les mœurs individualistes et inégalitaires de la bourgeoisie pourront toujours les relations humaines. Les bras armés du

système capitaliste – armée, police – n'auront pas été démocratisés.

Notre objectif immédiat est plus modeste. Nous voulons prendre les capitalistes entre le marteau du mouvement social et l'enclume du gouvernement. L'essentiel, à ce stade, est que la société se mette en mouvement, largement, profondément, de la tour HLM la plus haute jusqu'au plus petit village. L'essentiel est que les millions de gens qui n'en peuvent plus se donnent un gouvernement digne de confiance. L'essentiel, enfin, est que les capitalistes comprennent ceci : l'époque où on pouvait exploiter les êtres humains s'achève, ceux qui ont commis ces crimes ont intérêt à se tenir à carreau. L'OTAN et la Commission européenne hurleront, il faudra les fracturer et proposer à d'autres pays de se joindre à nous. Les preuves d'internationalisme que nous aurons données faciliteront le dialogue.

5d. Le programme dans l'union

Naturellement, les fronts, coalitions et mouvements dans lesquels nous agissons ne se reconnaissent pas nécessairement dans tous les aspects d'un programme aussi combatif. Cela ne doit pas être un prétexte pour s'isoler, se draper dans une pureté révolutionnaire imaginaire (en quoi le fait d'être impuissant est-il "pur" ?), ne s'adresser qu'au noyau dur ! Nous sommes des militant·es, nous sommes là pour convaincre.

Nous marchons aux côtés de celles et ceux qui luttent. Avec elles et avec eux, nous défendons les mots d'ordre communs à l'ensemble du mouvement, pour élargir son audience et approfondir sa détermination. En parallèle, nous essayons de tirer l'ensemble à gauche, en mettant des mots et des actions sur l'aspiration à renverser le système. Dans les moments ordinaires, ces idées avanceront plus lentement, mais chaque crise, chaque conflit suscitera de la colère et des questionnements, et donnera de l'importance à nos idées.

C'est vrai aussi au plan électoral. Nous avons évidemment des désaccords avec nos partenaires et nos alliés. Un programme d'union, par définition, n'est pas un programme communiste. Et alors ? Entendons-nous sur les mots d'ordre communs. Lorsque les populations se mettront en mouvement avec nous, lorsqu'elles mesureront leur propre force et auront réappris à rêver, il n'appartiendra qu'à nous d'aller plus loin !

Conclusion

Les périodes révolutionnaires ouvrent des fenêtres étroites, et ceux qui hésitent trop longtemps les voient se refermer. La France de 2026 est à un carrefour : d'un côté, l'enlisement dans un capitalisme de plus en plus autoritaire et destructeur ; de l'autre, la possibilité d'un sursaut populaire, organisé, conscient de ses objectifs.

Le PCF peut jouer un grand rôle dans ce sursaut, à condition de rompre avec les comportements qui l'ont affaibli et marginalisé. Ce texte est une proposition, pas un ultimatum. Mais c'est une proposition urgente. Aux communistes, à leurs ami·es, à toutes celles et ceux qui refusent la fatalité : le moment est venu de choisir.